

ACDI

Faits saillants des
cinq dernières années



3 1761 11551890 4



Agence canadienne de
développement international

Canadian International
Development Agency

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1976

N° de cat: E94-36/1976

ISBN 0-662-00369-1

Publié par la Direction de l'Information
de la Direction générale des Communications,
Agence canadienne de développement international,
122, rue Bank, Ottawa K1A 0G4
Janvier 1977

ACDI

Faits saillants des
cinq dernières années



ACDI


L'Agence canadienne de développement international (ACDI) est l'organisme établi par le gouvernement du Canada pour coordonner son programme de coopération internationale et d'aide à l'endroit des pays en voie de développement.

Le président de l'Agence détient un poste équivalent à celui d'un sous-ministre, et fait rapport directement au secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Bien que l'Agence n'existe sous sa forme actuelle que

depuis 1968, ses origines remontent aux divers plans d'aide canadienne au développement des années 1950 à 1956.

Le gouvernement canadien, par l'entremise de l'ACDI, fournit de l'assistance au développement à quelque 65 pays, 56 institutions internationales, 232 organisations non-gouvernementales canadiennes et 45 organisations non-gouvernementales internationales d'aide au développement.



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761115518904>

Introduction

Tendances et événements récents dans le développement international

Un nouveau concept apparaît

Le modèle traditionnel de coopération en développement international a connu une évolution rapide au cours des cinq dernières années.

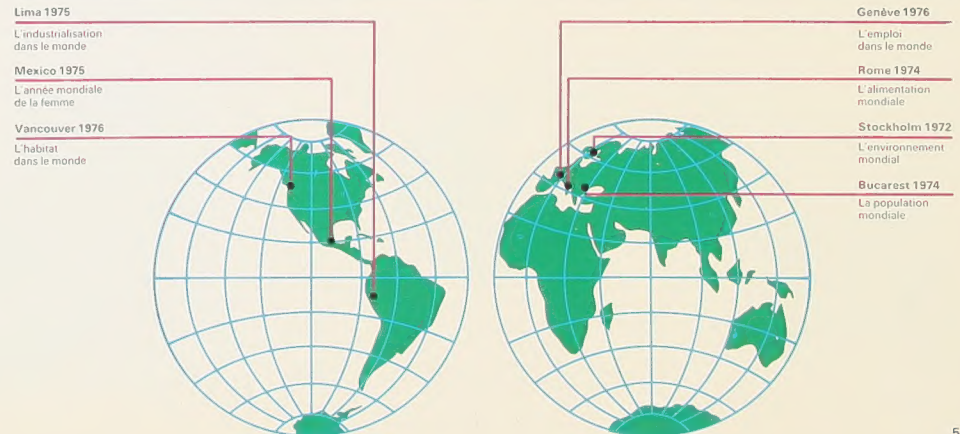
Les pays en voie de développement ont fait comprendre que diverses formules d'aide économique, bien que valables en elles-mêmes, ne suffisaient pas.

Un nouveau concept est apparu, qui repose sur une vision globale des problèmes du développement, une meilleure compréhension de la nature et des mécanismes qui sont à la base du développement et du sous-développement, et l'abandon des idées reçues en matière d'aide au développement.

Vers une vision globale

Stimulés par des crises récentes dans le monde du développement international, les gouvernements et les organismes d'assistance, qui œuvrent à l'échelle mondiale, commencent à assumer une vision globale des problèmes mondiaux, actuels ou prévisibles.

Des conférences internationales s'attaquant à des problèmes tels que la surpopulation, la pauvreté, la faim, la détérioration de l'environnement, sont déjà organisées, ce qui ne peut que mener à une meilleure orientation et une meilleure direction des efforts de développement international à l'échelle mondiale.



Une meilleure compréhension de la nature et des mécanismes qui sous-tendent le sous-développement et le développement

Il y a eu progrès certain dans l'atteinte d'une meilleure compréhension des effets nocifs d'un modèle de développement imposé par le pays-donneur aux pays en voie de développement.

Les pays du Tiers-Monde ont démontré que l'exploitation n'est acceptable sous aucune forme, et ils exigent avec raison que les programmes d'aide servent d'abord leurs intérêts.

L'abandon des vieilles idées

La théorie classique du développement international est fondée sur le postulat que ce développement n'est qu'un processus uniquement économique, que les pays-donneurs doivent administrer.

Cette croyance fondamentale s'est avérée trop simpliste face au monde d'aujourd'hui, et de plus, il s'est avéré qu'elle reflète les intérêts et les idéologies des pays-donneurs plutôt que ceux des nations en voie de développement.

L'on voit maintenant le développement comme quelque chose d'étroitement lié aux aspects social, culturel et politique dans la société des pays en voie de développement, un processus qui sert à stimuler et aider les pays en voie de développement à construire leur avenir sur la base de leurs propres efforts et ressources.

Au-delà de l'« assistance »

La dernière décennie a montré qu'il est devenu impérieux de favoriser une relation d'égal à égal avec les pays du Tiers-Monde, dans le domaine de la coopération en matière de développement international, et de voir à une juste participation au processus de la prise des décisions internationales.

La vision étroite de l'« assistance », jadis considérée comme le seul moyen susceptible de contribuer au développement international, est périmée depuis longtemps. L'expansion de la politique de développement international à des domaines qui échappent à l'assistance traditionnelle correspond aux priorités exprimées par les pays en voie de développement eux-mêmes.

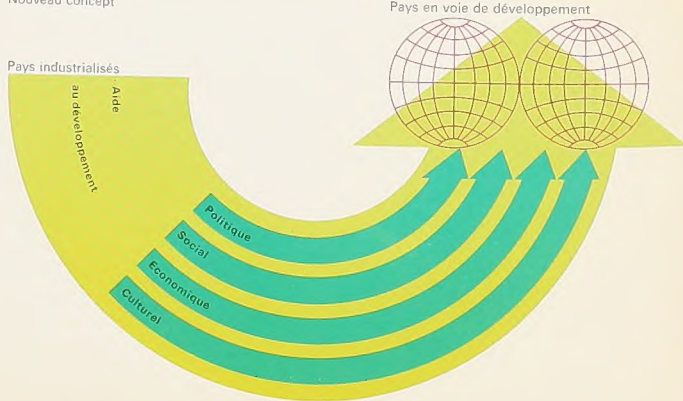
Assistance traditionnelle



Pays industrialisés

Pays en voie de développement

Nouveau concept



1

Un nouvel esprit

La principale caractéristique de la coopération internationale canadienne durant la période qui s'étend de 1971 à 1976 a été le nouvel esprit qui a animé les efforts canadiens.

Ce nouvel esprit trouve son expression la plus claire dans un document intitulé « Canada : une stratégie de coopération au développement international, 1975-1980 », rendu public au nom du gouvernement canadien par le secrétaire

d'État aux Affaires extérieures, le 2 septembre 1975.

Le document trace les grandes lignes d'une philosophie de coopération au développement international solidement fondée sur le respect envers des politiques, des priorités et des programmes choisis par les pays partenaires, et se donne comme but le développement d'une véritable « auto-suffisance » chez les pays en question.

2

Un budget triple

Preuve du désir chez le gouvernement canadien d'élargir son engagement dans le domaine de la coopération internationale, les fonds disponibles à cette fin ont triplé au cours de la période entre 1971 et 1976.

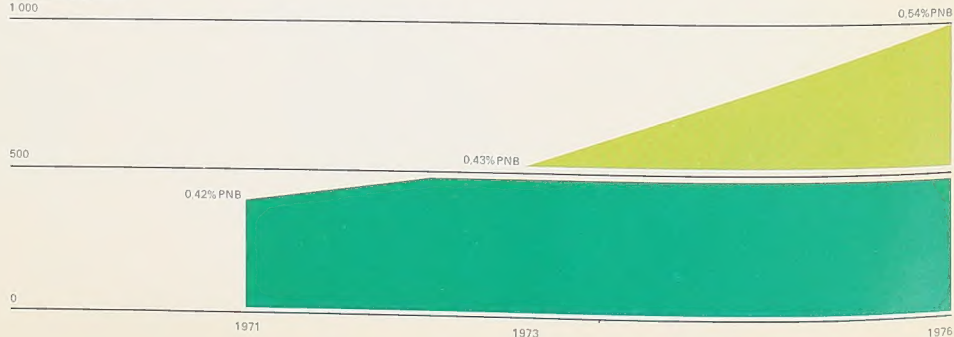
Ce niveau de déboursés a atteint le milliard en 1976, ce qui représente 0,54% du produit national

brut canadien. Toujours inférieure à l'objectif de 0,70% du PNB fixé par les Nations Unies, la contribution canadienne est beaucoup plus élevée que la moyenne de 0,30% atteinte par les autres pays-membres de l'OCDE (Organisation des Nations Unies pour la Coopération et le Développement Économique).

Cette philosophie suppose également de véritables négociations entre le Canada et ses pays-partenaires, en vue de déterminer des programmes d'aide, et dans le but de distribuer le plus largement possible les bénéfices du développement chez les peuples en question.

Croissance de l'aide canadienne
au développement

(en millions de dollars)
1 000



3

Des programmes fort élargis et plus précis

Les années 1971-1976 ont été témoins d'une augmentation substantielle, tant par la diversité que par le nombre, des programmes canadiens consacrés au développement international, ainsi que d'une plus grande précision de ces programmes, visant les questions-clé

Le gros de l'effort canadien a porté sur :

1. l'aide aux pays et aux peuples les plus démunis ;
2. la confrontation des problèmes mondiaux les plus fondamentaux ;
3. l'intensification de l'engagement canadien dans les institutions

vouées au développement international ;

4. l'expansion des programmes de développement en Afrique francophone et en Amérique latine ;
5. la promotion de la « self-reliance » collective des pays à l'échelle régionale ;

6. le soutien aux centres consacrés à la recherche et à l'innovation ;
7. l'expansion des programmes de secours d'urgence et d'assistance alimentaire ;
8. l'intensification de la participation des citoyens canadiens aux efforts de développement international



3.¹

L'aide aux pays et aux peuples les plus démunis

L'aide canadienne s'adresse aux pays les plus pauvres : les pays dépourvus des richesses du pétrole et

d'une autre matière première importante, et dont le revenu per capita annuel est inférieur à \$375, en chiffres de 1973.

3.²

La confrontation des problèmes mondiaux les plus fondamentaux

L'apport de l'ACDI a été d'élargir sa compétence technique en ce qui concerne des problèmes mondiaux de base, tels la nourriture, la population, l'énergie, la santé publique, et les agglomérations humaines, puis de consacrer

une proportion de plus en plus grande de ses fonds à la solution de ces problèmes. Elle a particulièrement mis l'accent sur la planification démographique, et les ressources renouvelables.

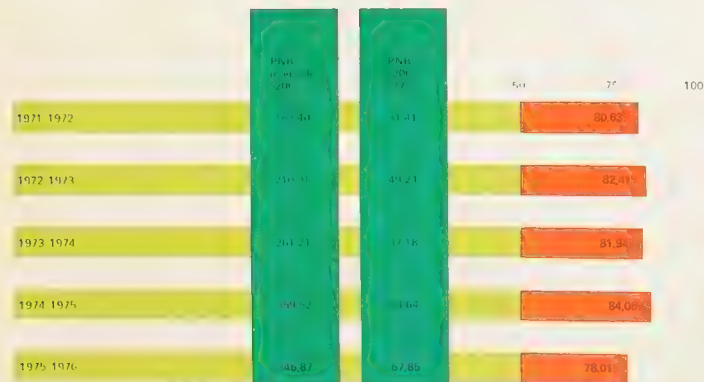
3.³

L'intensification de l'engagement canadien dans les institutions vouées au développement international

Le Canada a régulièrement élargi son engagement dans des organisations vouées au développement international, et participe désormais aux activités d'assistance et au financement de presque 70 d'entre elles.

Par des représentants, le Canada participe également d'une façon de plus en plus active à la formulation et la mise en pratique des programmes et politiques de développement de ces organisations.

Décaissements du Canada
par PNB/habitant
(millions de dollars)



3.4

L'expansion des programmes de développement en Afrique francophone et en Amérique latine

L'action bilatérale du Canada en matière d'aide au développement avait commencé en Asie en 1950, avec le Plan de Colombo, puis elle s'était prolongée par la suite dans les Caraïbes britanniques et l'Afrique du Commonwealth. Les programmes de l'Afrique francophone

et de l'Amérique latine, prirent leur véritable démarrage en 1968 et 1970 respectivement. Pendant les cinq dernières années, ils ont connu une expansion rapide et considérable, de sorte qu'ils constituent aujourd'hui deux des principaux noyaux d'activité de l'ACDI.

3.5

La promotion de la « self-reliance » collective des pays à l'échelle régionale

Au cours des dernières années, le Canada a joué un rôle de plus en plus important dans la promotion des efforts de coopération impliquant plusieurs pays dans une région donnée.

Ces programmes encouragent la « self-reliance »

collective des pays en question, tout en réalisant des progrès dans des domaines tels que l'intégration économique, le financement du développement, et le développement des ressources naturelles limitrophes.

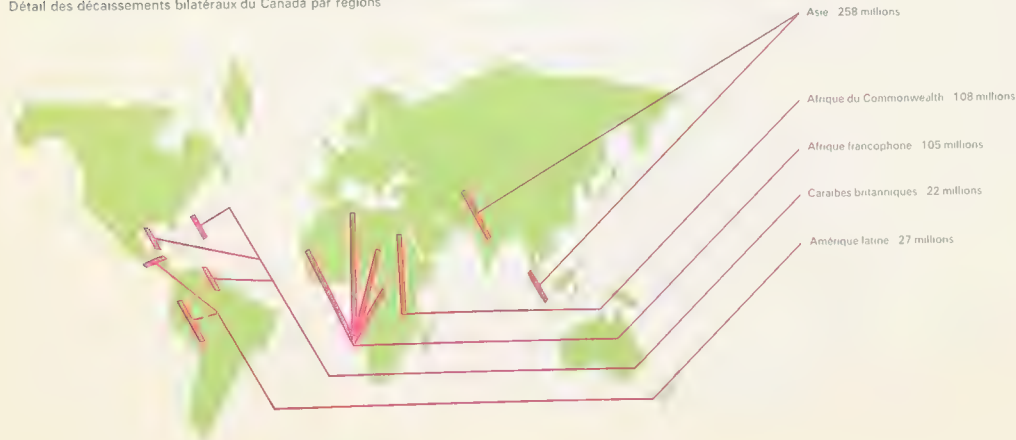
3.6

Le soutien aux centres consacrés à la recherche et à l'innovation

En plus de contribuer considérablement au Centre de recherche pour le développement international (CRDI), le Canada appuie vigoureusement un réseau d'instituts internationaux de recherche en agriculture, qui inclut à l'heure actuelle neuf centres répartis sur

trois continents où les problèmes de production agricole sont les plus sévères. L'ACDI encourage et appui également la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), le Marché commun des Caraïbes (CARICOM), le groupe Andin, et de nombreuses autres organisations en Asie et en Afrique.

Détail des décaissements bilatéraux du Canada par régions



3.7

L'expansion des programmes de secours d'urgence et d'assistance alimentaire

Au cours d'opérations de secours d'urgence menées dans des régions telles que le Bangladesh, le Sahel et le Guatemala, le Canada a joué un rôle important dans le soulagement de la souffrance humaine. Les efforts du Canada impliquaient une réaction rapide et une aide massive, sous une forme adaptée aux besoins spécifiques des peuples affligés.

L'assistance alimentaire canadienne est parfois fournie en tant que secours dans les cas de catastrophe, mais elle est la plus souvent fournie afin de combler des carences chroniques dans la production agricole locale. De plus, le Canada met des compétences techniques à la disposition des pays, afin de les aider à augmenter leur propre capacité de production alimentaire.

3.8

L'intensification de la participation des citoyens canadiens aux efforts de développement international

Outre les milliers de « co-opérants », enseignants, et experts canadiens de toutes espèces qui se rendent en mission au Tiers-Monde pour le compte de l'ACDI à chaque année, près de 200 organismes canadiens non gouvernementaux (ONG) élaborent et appuient des milliers de projets de développement international à travers le monde.

L'appui financier fourni aux ONG par l'ACDI est passé de \$8,5 millions (en 1970-1971) à près de \$40 millions en 1976-1977.

Six gouvernements provinciaux contribuent également des fonds à une pléiade de projets et de programmes dans le domaine de la coopération au développement.

Coopérants canadiens oeuvrant au développement international (1976)



4

Une administration plus efficace

Au sein de l'ACDI, le fait de tripler le budget, de même que l'évolution rapide de la coopération au développement, ont causé des pressions administratives considérables, et fait sentir le besoin d'une modification dans la structure et dans les méthodes d'action.

L'agence a réagi de plusieurs manières significatives: celles-ci comprennent la réduction des frais d'administration, une intégration améliorée de l'activité menée de concert avec

les pays-partenaires, des relations améliorées avec les ressources canadiennes institutionnelles et humaines, une meilleure coordination avec les ministères du gouvernement fédéral, plus de consultation et d'actions conjointes menées de concert avec les autres agences de développement, une liaison plus efficace avec le Parlement canadien et de meilleures méthodes de planification, d'évaluation et de contrôle de la gestion.

4.1

Réduction des frais d'administration

Entre 1971 et 1976, les frais ont été maintenus à environ 2,5% du budget total consacré à l'aide au développement, malgré la diversité et la complexité croissantes des activités de

l'ACDI. Ce rapport entre les frais et la productivité est meilleure que celui atteint par plusieurs des organismes œuvrant dans le domaine du développement international

Budget global
de l'aide au développement
1970-1976

100%



4.2

Une meilleure intégration de l'activité menée de concert avec les pays-partenaires

Certaines initiatives de l'ACDI ont contribué à faire correspondre les efforts de coopération canadiens aux besoins et aux aspirations individuels de chacun de ses pays-partenaires, et à établir un climat de confiance et de respect mutuel.

Des consultations approfondies sont menées auprès des pays-partenaires, ce qui suppose des réunions annuelles de revue, l'étude du plan de développement

du pays-partenaire par rapport aux ressources matérielles et techniques disponibles au Canada, et la préparation d'un programme quinquennal de coopération entre les deux pays.

Des consultations internationales spéciales, organisées et patronnées par l'ACDI, fournissent également l'occasion de soumettre divers aspects de la coopération canadienne à l'examen collectif de personnalités distinguées du Tiers-Monde.

4.3

Des relations améliorées avec les ressources canadiennes institutionnelles et humaines

L'ACDI ne met pas elle-même en œuvre des projets de coopération, mais sert d'intermédiaire, afin de choisir et passer des commandes aux responsables de la mise en œuvre, dont les firmes privées, les entreprises et institutions publiques et parapubliques, et

les organismes sans but lucratif.

Pour faciliter la mise en œuvre de ses programmes, l'ACDI a restructuré son organigramme et a établi des services qui encouragent les bonnes relations avec ces organismes, pour en faire des associés respectés et efficaces.

4.4

Une meilleure coordination avec les ministères fédéraux intéressés

Puisque plusieurs intérêts nationaux du Canada doivent entrer en ligne de compte lorsque se formulent les programmes de développement canadiens, l'ACDI a passé en revue plusieurs de ses méthodes de liaison interministérielle, afin d'assurer que la concertation et la coordination requises s'effectuent

entre l'agence et des ministères tels que les Affaires extérieures, l'Industrie et le commerce, les Finances, et le Conseil du Trésor, ainsi qu'entre l'agence et des ministères dont l'activité est restreinte à un secteur plus précis, tels l'Agriculture, les Pêcheries, les Mines et ressources.

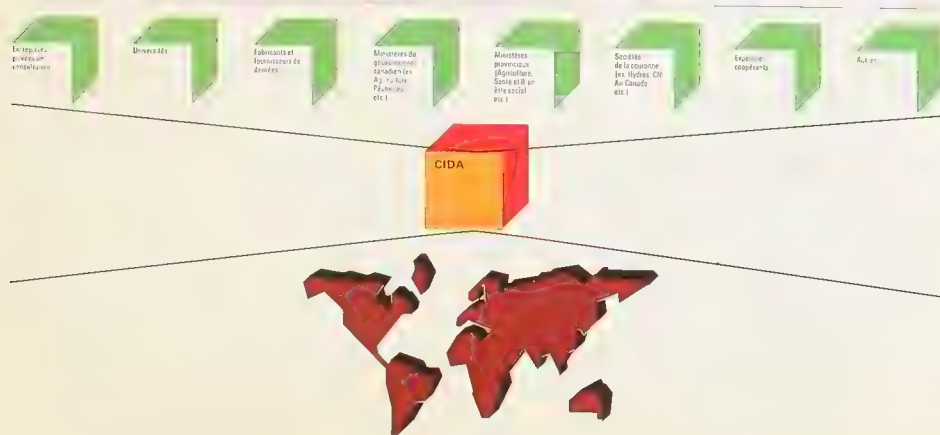
4.5

Une meilleure consultation et une meilleure action conjointe menée de concert avec les autres agences de coopération bilatérale et multilatérale

Afin d'assurer la coordination de son activité avec celle des autres agences de développement international, le Canada a intensifié sa participation aux conférences et aux activités des consortiums et des groupes de consultation patronnés par la Banque Mondiale et par d'autres organismes.

De plus, l'ACDI envoie régulièrement des délégations consulter les sièges

sociaux des institutions internationales et les capitaux du monde industrialisé, comme elle accueille favorablement de telles délégations venant de l'étranger. Des consultations officielles entre les fonctionnaires des divers organismes complètent ce réseau de communication, qui permet au Canada de bénéficier de la connaissance et de l'expérience des autres.



4.6

Une liaison plus efficace avec le Parlement

Les liens avec le Parlement ont été améliorés grâce à l'établissement d'un bureau de liaison parlementaire destiné à combler les besoins des députés en

matière d'information, et à obtenir leur appui. L'ACDI fournit aussi des rapports spéciaux aux députés, et accroit présentement son effort en ce sens

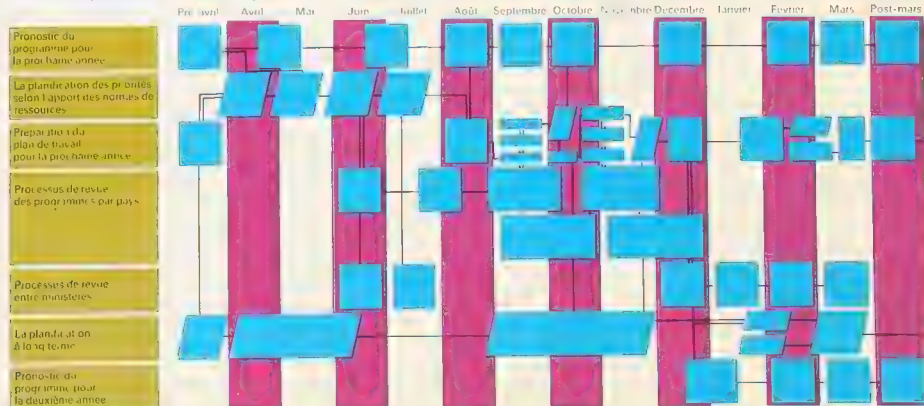
4.7

L'établissement de meilleures méthodes de planification, d'évaluation et de contrôle de la gestion

Un programme d'amélioration de la gestion, institué en 1975, fournira aux gestionnaires de l'ACDI de meilleurs outils et techniques leur permettant de choisir les priorités, d'établir les programmes, puis de contrôler et d'évaluer

les résultats. Dotée d'un budget qui a atteint le milliard, et responsable de projets repartis sur cinq continents, l'Agence pourra, grâce aux mesures qui ont été prises, améliorer d'une façon substantielle son efficacité concrète

Processus de planification au sein de l'Agence



5

**Des résultats
identifiables**

L'épreuve de vérité des programmes canadiens de développement international est dans les résultats produits : à savoir, si tous les efforts qui ont été faits, toutes les ressources qui ont été dépensées, ont amélioré le sort de divers peuples à travers le monde d'autant.

La réponse est un 'oui'

mitigé, car même s'il y a un passif angoissant, on a beaucoup fait pour améliorer le sort de milliards d'êtres à travers le monde, les pays du Tiers-Monde ont augmenté leur capacité d'auto-développement, et une nouvelle conscience de la solidarité internationale est apparue.

5.1

**Un passif
angoissant**

Il y a des problèmes majeurs qui affligent toujours le monde. Pendant que la recherche des solutions se poursuit, le monde assiste à un fossé qui se creuse de plus en plus entre pays riches et pauvres ; à d'énormes disparités dans les revenus chez les pays en voie de développement entre les minorités privilégiées et la masse ; l'analphabétisme répandu ; la natalité croissante ; la sous-alimentation et la malnutrition ; le chômage et le sous-emploi.

Alors que les pays démunis s'endettent davantage afin d'importer les aliments et les services essentiels à la simple survie (jusqu'à ce qu'ils soient, comme c'est souvent le cas, incapables de rencontrer les échéances de leurs versements), un milliard des habitants du globe continue de vivre dans un état de pauvreté indicible, subsistant à peine avec moins de 75 dollars par an.

5.2

**Une nette amélioration
du sort de milliards d'êtres**

Du côté positif des choses, notons les progrès impressionnants réalisés dans le domaine de la santé ; notons également que la production alimentaire mondiale s'est maintenue à un niveau légèrement supérieur à celui de la croissance démographique, et que la situation économique générale des pays en voie de

développement s'est améliorée grandement.

L'on peut également démontrer que les projets de développement ont contribué de façon substantielle à l'expansion de l'activité économique, à l'évolution des systèmes sociaux, à la redistribution des revenus,

Croissance du PNB des pays en voie de développement
(non producteurs de pétrole)

(milliards de dollars)



5.3

**Une plus grande capacité
d'auto-développement
chez les pays du Tiers-Monde**

et à l'amélioration des conditions de vie dans plusieurs pays en voie de développement.

L'aide extérieure a agi comme catalyseur, et comme source de fonds, de connaissances et de ressources matérielles, mais il

est généralement admis que la plupart des réalisations du développement sont l'oeuvre des pays en voie de développement eux-mêmes.

Encore une autre réalisation de la coopération au développement international : l'augmentation de la capacité d'auto-développement chez les partenaires du Canada au Tiers-Monde. Les connaissances pratiques qu'ils possèdent maintenant, leur permettant

d'identifier leurs besoins, d'établir leurs priorités, d'affecter leurs ressources et de s'assurer que leurs efforts nationaux vers le développement soient complémentaires, constituent un énorme potentiel en vue d'une action positive.

5.4

**Une nouvelle conscience
de la solidarité internationale**

Au Canada, la participation d'un public large et diversifié à de nombreuses formules de coopération au développement exprime avec éloquence une conscience croissante de la solidarité politique, économique et morale entre le Canada et le Tiers-Monde

Et par tous les continents, l'aide au développement est l'expression concrète de la reconnaissance morale du fait que nous sommes un monde en voie de développement indivisible.



Perspectives générales

Les perspectives de l'avenir sont positives, mais il existe des éléments d'inquiétude majeurs.

Trois facteurs fondamentaux contribuent présentement au mieux-être mondial : l'émancipation politique et économique croissante de ces sociétés qui sont demeurées jusqu'ici à la périphérie du développement mondial ; l'émancipation culturelle de ces sociétés ; et, en Occident, une évolution heureuse de la société occidentale.

A ces tendances positives s'opposent des dangers inhérents aux problèmes de l'humanité qui ne sont pas encore résolus : la faim, la pauvreté, la surpopulation et la détérioration de l'environnement ; et des menaces à la paix mondiale causées par des nations en guerre l'une contre l'autre.

Il faut ajouter à ces risques de détérioration globale la possibilité que la pauvreté, l'indigence et la frustration extrêmes des pays du Tiers-Monde ne les poussent à rechercher des solutions violentes.

La coopération au développement : un instrument de paix

Le type de paix mondiale envisagée par les Canadiens est celle d'une situation où la justice sociale coïncide dans une grande mesure avec la satisfaction des besoins fondamentaux, en termes culturels aussi bien que matériels. Des conditions de vie acceptables pour chaque citoyen et la possibilité donnée à chacun d'atteindre un meilleur niveau de bien-être : voilà les conditions essentielles à la paix entre les sociétés et les civilisations ; c'est le type de paix que le Canada tente de promouvoir par son programme de coopération au développement international.

Il ne peut y avoir de paix au monde alors que la grande partie de sa population vit dans un état de pauvreté et de faim, victimes de la malnutrition, grevée par l'analphabétisme, souffrant du chômage et du sous-emploi ; ce n'est pas là la paix. Lorsqu'on considère que les dépenses annuelles totales pour l'aide publique dans les pays industrialisés se chiffrent à \$16 milliards à peine, alors que près de \$300 milliards sont dépensés en tout pour les armes, l'homme raisonnable ne peut que s'interroger sur les valeurs qui régissent le monde.

La coopération au développement est un puissant instrument dans la recherche d'une véritable paix, puisqu'elle sert à préciser et à diriger les efforts de l'humanité vers la construction d'un monde meilleur.



Ministre:

L'honorable
D. C. Jamieson,
Secrétaire d'Etat aux
Affaires extérieures

Direction:

Paul Gérin-Lajoie
Président

Bruce Williams
Vice-président exécutif

Léo A. Dorais
Vice-président,
Direction générale des
politiques

Gilles Lalande
Vice-président,
Direction générale des
programmes multilatéraux

Lewis Perinbam
Vice-président,
Direction générale des
programmes spéciaux

Roland Poirier
Vice-président,
Direction générale des
conseillers spéciaux

Noble Power
Vice-président,
Direction générale des
programmes bilatéraux

Pierre Sicard
Vice-président,
Direction générale de la
revue organisationnelle

John Toller
Vice-président,
Direction générale de la
finance et de
l'administration

Charles Bassett
Directeur général,
Direction générale du
personnel

Paul Doucet
Directeur général,
Direction générale des
communications

Minister:
The Honourable
D. C. Jamieson,
Secretary of State for
External Affairs

Officials:

Paul Gérin-Lajoie
President

Bruce Williams
Executive Vice-President

Léo A. Dorais
Vice-President
Policy Branch

Gilles Lalonde
Vice-President,
Multilateral Programs
Branch

Lewis Perinbam
Vice-President
Special Programs Branch

Roland Poirier
Vice-President,
Special Advisers Branch

Paul Doucet
Director-General,
Communications Branch

Charles Bassett
Director-General,
Personnel Branch
Finance and Administration
Vice-President

John Toller
Vice-President,
Corporate Review

Pierre Sicard
Vice-president,
Bilateral Branch

Noble Power
Vice-President,

General prospects

The prospects for the future are positive, but there are major disquieting elements.

Three fundamental factors are contributing to a better world: the continuing political and economic emancipation of those societies which have remained on the periphery of world development, the cultural emancipation of those societies and, in the Western world, an evolutionary change for the better in Western society.

These positive tendencies are opposed by the danger inherent in the still unresolved problems of humanity — hunger, poverty, overpopulation and environmental deterioration — and threats to world peace posed by

nations in conflict with one another.

To these risks of global deterioration must be added the possibility that extreme poverty, neglect and frustra-

tation may lead Third World countries to seek violent solutions

Development cooperation: an instrument of peace



The kind of world peace which Canadians envision is a situation in which social justice coincides to a reasonably high degree with the satisfaction of basic needs, in cultural as well as material terms. Acceptable living conditions for every citizen and the possibility for each one to achieve a higher level of well-being — these are essential conditions for peace between societies and civilizations; this is the kind of peace the Canadian government attempts to further through its program of international development cooperation.

There can be no peace in the world when the better part of its population lives in poverty and hunger, the victims of malnutrition, handicapped by illiteracy, suffering from unemployment and underemployment; this is not peace. When it is considered that annual total expenditures for public assistance in industrialized countries amount to barely \$16 billion while nearly \$300 billion is spent globally on armaments, thinking men can only question the values which prevail in the world.

Development cooperation is a powerful instrument in the search for a true peace, serving as it does to focus and direct the efforts of mankind towards building a better world

5.3

Increasing self-development capability of Third World countries

It can also be shown that development projects have contributed substantially to the expansion of economic activity, the evolution of social systems, the redistribution of income and the improvement of living conditions in many developing countries.

A further accomplishment of international development cooperation has been the growth in self-development capability of Canada's partners in the Third World. The skills which they now possess to identify their

needs, establish their priorities, allocate their resources and insure that their national efforts of development are complementary represent an enormous potential for positive action

In Canada, the participation of a large and diverse public in numerous forms of development co-operation eloquently expresses an increasing widespread awareness of moral, economic and political solidarity between Canada and the Third World. And throughout the continent's, development assistance is a concrete expression of the moral

New awareness of international solidarity

5.4

recognition that we are one developing world. Outside assistance has acted as a catalyst and a source of finance, knowledge and material resources, but it is generally acknowledged fact that most of the achievement of the development work of the developing countries themselves



1-10

Identifiable results

5

The test of Canada's programs of international development cooperation lies in the results produced — whether all of the efforts made, all the resources expended have improved the conditions of various populations around the world so very much.

"The answer is a qualified 'yes', for although there are alarming liabilities, much has been done to improve the condition of billions of people throughout the world, the Third World countries have increased their self-development capability, and a new awareness of international solidarity has been created.

Alarming liabilities

5.1

There are major problems still plaguing the globe. While the search for solutions continues, the world is witness to a growing gap between rich countries and poor countries; enormous disparities of income; widespread ill-health; soaring birth-rates; undernourishment and malnutrition; unemployment and

underemployment. And while poor countries go deeper into borrowing in order to import foodstuffs and commodities essential to bare survival (until, as is often the case, they are unable to meet the payments on their debts), a billion of the world's inhabitants continue to live in abject poverty, barely subsisting on less than \$75 a year.

Marked improvement in the condition of billions of people

5.2

On the positive side it can be recorded that impressive progress has been made in the field of health; that world food production has been maintained at a level

slightly higher than population growth, and that the general economic situation of developing countries has been measurably improved.

GNP growth, developing countries with oil exports

(billions of dollars)

1970



4.6

More effective
liaison with
Parliament

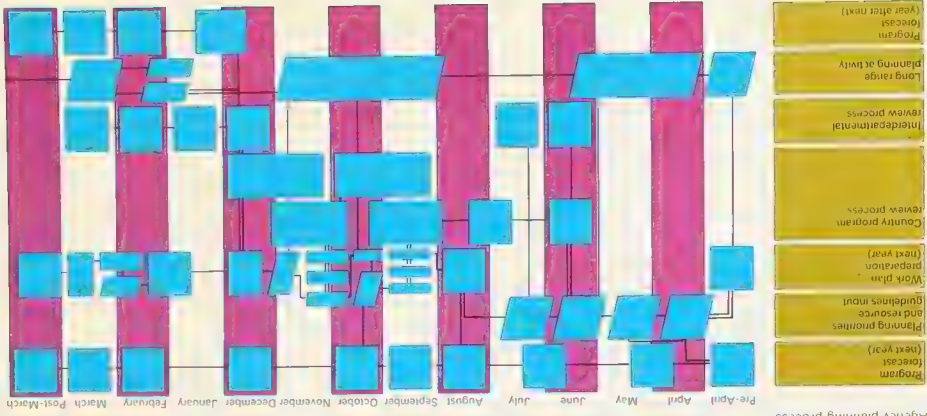
Liaison with Parliament has been improved through the establishment of a parliamentary liaison office to meet the information needs of Members and to obtain their support. CIDA also provides members of Parliament with special reports and is expanding its effort in this respect.

4.7

Establishment of better
methods of management planning,
evaluation and control

A management improvement program instituted in 1975 will be providing the management of CIDA with better tools and techniques to choose priorities, establish programs, and monitor and evaluate results. With a budget that has reached \$1 billion and programs spread over five continents, the steps being taken will enable the Agency to substantially improve its operational effectiveness.

Agency planning process



4

A more effective administration

Within CIDA, the tripling of its budget and the rapid evolution of development cooperation has caused considerable administrative demand for modification of its structure and its methods of action. The Agency has responded by improving its administration in a number of significant ways, including reduction in administrative costs, improved integration of action

with partner countries, improved relations with Canadian institutional and human resources, better coordination with Federal government departments, improved consultation and joint actions with other development agencies, more effective liaison with the Canadian Parliament and better methods of management planning, evaluation and control.

4.1

Reduction in administration costs

Between 1971 and 1976, costs were maintained at about 2.5% of the total budget for development assistance, despite the increasing diversity and complexity of CIDA activities.

This cost relationship is better than that achieved by many of the organizations in the international development field.

4.2

Improved integration of action with partner countries

A number of CIDA initiatives have contributed to the tailoring of Canada's cooperation efforts to the individual needs and aspirations of each of its partner countries and to the establishment of a climate of confidence and mutual respect. Extensive consultations are undertaken with partner countries, entailing annual review meetings, special missions, study of the

partner country's development plan in terms of technical and material resources available in Canada, and the preparation of a 5-year program of cooperation between the two countries. Special international consultations organized and hosted by CIDA also provide an opportunity to submit various aspects of Canadian cooperation to the collective review of eminent Third World personalities.



3.7

Expanding programs of emergency relief and food aid

In emergency relief operations in such places as Bangladesh, the Sahel and Guatemala, Canada has played a major role in alleviating human suffering. Canada's efforts have involved rapid response and a high volume of aid in a form suited to the specific needs of the populations affected

Canadian food aid is sometimes provided as relief in cases of disaster, but is more often supplied to make up for chronic deficiencies in local agricultural production. In addition, Canada provides technical expertise to countries to assist them to increase their own food production capacity

3.8

Increasing the participation of Canadian citizens in international development efforts

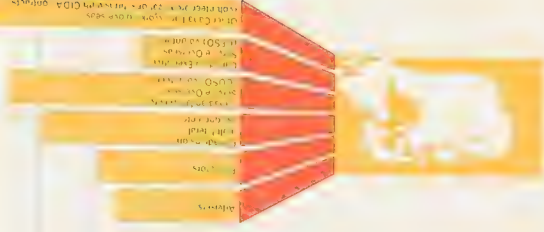
In addition to thousands of Canadians – teachers, experts and “cooperators” of all kinds – who accept CIDA assignments each year in Third World countries, nearly 200 non-governmental Canadian organizations (NGOs) conceive and support thousands of international development projects throughout the world

Financial support provided to NGOs by CIDA has grown from \$8.5 million in 1970-1971 to nearly \$40 million in 1976-1977. Six provincial governments also contribute financially to a variety of projects and programs of development cooperation.

for international development overseas (1976)

200 400 600 800 1,000

1,200



3.4

Expanding development programs in Francophone Africa and Latin America

3.5

Encouraging collective "self-reliance" of countries on a regional basis

3.6

Supporting centers for research and innovation

Canada's bilateral development assistance program began in Asia in 1950 with the Colombo Plan, and was subsequently extended to the British Caribbean and the Commonwealth countries of Africa. Then in 1968 and 1970 respectively,

the Francophone Africa and Latin America programs were launched. During the past five years, they have been rapidly and greatly expanded, with the result that they now constitute two of the major areas of Canadian development.

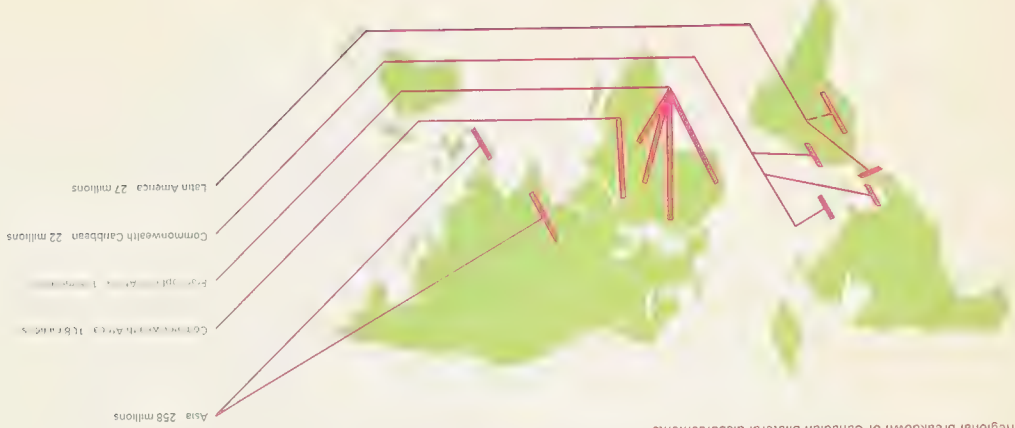
In the past several years Canada has played an increasingly important role in promoting efforts of cooperation involving several countries within a given region. These programs encourage the collective self-reliance of the countries involved while achieving

gains in such fields as economic integration, development financing and natural resource development in common border areas.

In addition to a considerable contribution to the International Development Research Centre (IDRC), Canada strongly supports a network of international institutes of agricultural research which presently includes nine centers spread over the three continents where the problems

of agricultural production are most acute. CIDA also supports and encourages the Economic Commission for Latin America (ECLA), the Caribbean Community (CARICOM), the Andean Group and numerous other organizations in Asia and Africa.

Regional breakdown of Canadian bilateral disbursements



3.1

Assisting the most underprivileged countries and populations

Canadian assistance is directed to the poorest countries – those countries without the wealth of oil

figures

or of other important primary resources and whose annual per capita income is lower than \$375 in 1973

3.2

Attacking the most crucial world problems

CIDA's contribution has been to enlarge its technical expertise with respect to such crucial world problems as food, population, energy, public health and human settlements, and to

devote an increasing portion of its funds to the solution of these problems. It has given special emphasis to population planning and renewable resources.

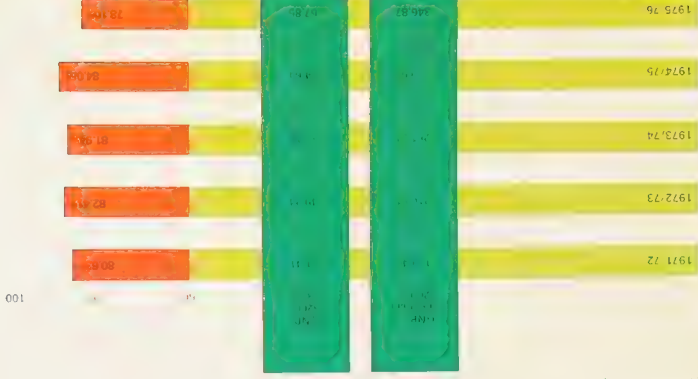
Canada has steadily increased its involvement in international development organizations dedicated to financing and aid activities of nearly 70 such organizations.

3.3

Increasing Canadian involvement in international development institutions

Through its representatives, Canada also participates more and more actively in the formulation and implementation of the development policies and programs of these organizations.

Canadian bilateral flows by GNP level (millions of dollars)

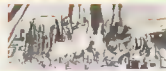


3

Greatly expanded and more sharply focused programs

The years 1971-1976 have seen a significant increase in the number and diversity of Canadian international development programs and a sharper focus of these programs on crucial issues. The major thrusts of the Canadian effort have been directed toward.

1. Assisting the most underprivileged countries and populations
2. Attacking the most crucial world problems
3. Increasing Canadian involvement in international development institutions
4. Expanding development programs in Franco-phone Africa and Latin America
5. Encouraging collective "self-reliance" of countries on a regional basis
6. Supporting centers for research and innovation
7. Expanding programs of emergency relief and food aid
8. Increasing the participation of Canadian citizens in international development efforts



1

A new spirit

The main characteristic of Canadian international co-operation in the period 1971-1976 was the new spirit which infused Canadian efforts.

This new spirit is clearly expressed in a document titled "Canada-Strategy for International Development Cooperation, 1975-1980" publicly released in the name of the Canadian Government by the Secretary of State for External Affairs on September 2nd, 1975.

The document outlines a philosophy of international development cooperation among the populations of the world, and for the widest possible distribution of the benefits of development.

It also calls for genuine negotiation between countries in the determination of programs of assistance, and for the widest possible distribution of the benefits of development among the populations concerned.

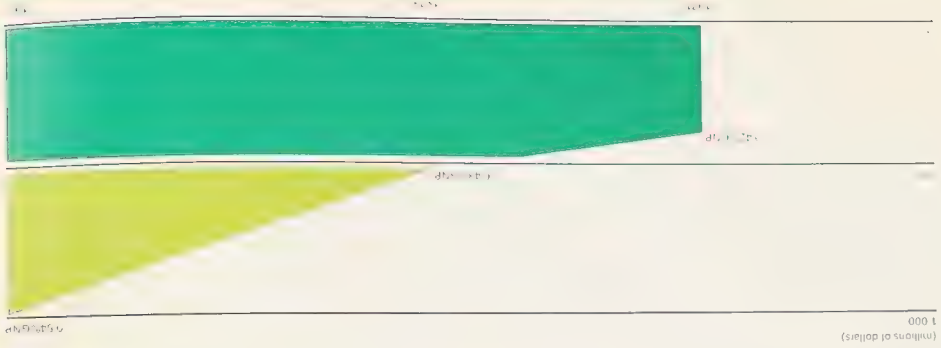
2

A tripled budget

As proof of the Canadian Government's desire to expand its commitments in the field of international development, funds made available for this purpose have tripled in the period 1971-1976.

The disbursement level reached the \$1 billion mark in 1976, representing 54% of Canada's gross national product. While still below the United Nations' goal of 70% of GNP, the Canadian contribution is much higher than the 30% average achieved by other member countries of the Committee of O.E.C.D. (the U.N. Organization for Economic Cooperation and Development).

Growth of Canadian development assistance



A better understanding of the nature and mechanisms of underdevelopment and development

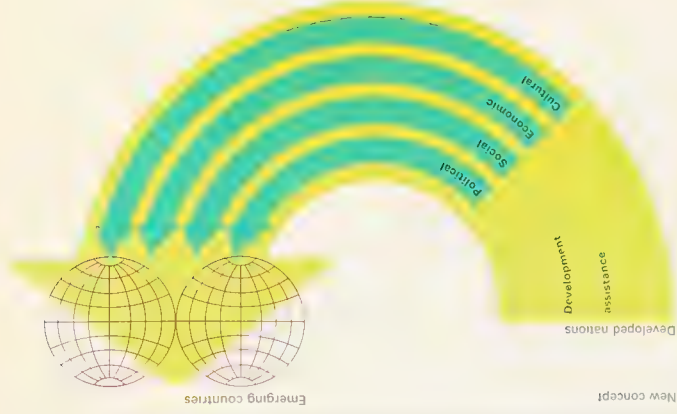
Definite progress has been made in achieving a better understanding of the undesirable effects of a donor-imposed model of development on emerging countries. Third World countries have demonstrated that exploitation in any form is not acceptable and are rightfully demanding that assistance programs serve their interests first!

Abandoning old ideas

The classical theory of international development is based on the belief that development is a solely economic process, to be administered by the donor countries. This basic belief has been found to be too simplistic in today's world, and a reflection of the interests and ideologies of donor countries rather than those of emerging nations. Development is now seen to be closely tied to the social, cultural and political dimensions of the societies of emerging countries, and a process which serves to stimulate and assist developing countries to build for the future on the basis of their own efforts and resources.

Beyond "aid"

The past decade has shown that it has become imperative to promote an equal partnership with Third World countries in the field of international development cooperation, and to provide for equitable participation in the process of international decision-making. The narrow view of "aid", once considered the only means of contributing to international development, has long been outdated. The expansion of international development policy to dimensions beyond those of traditional aid is a response to priorities expressed by the developing countries themselves.



CIDA

The Canadian International Development Agency (CIDA) is the organization established by the Government of Canada to coordinate Canada's program of development assistance and international cooperation for the emerging nations of the world. Its President, who holds the rank equivalent to that of a Deputy Minister, reports directly to the Secretary of State for External Affairs. The Agency had its origins in Canadian participation in various development assistance plans in the period 1950 to 1956, and was established in its present form in 1968. The Canadian government, through CIDA, is presently providing development assistance to some 65 countries, 56 international development institutions, 232 Canadian non-governmental aid organizations and 45 international non-governmental aid organizations.



CIDA

Highlights of the
past five years

CAI EA81
-76C33

Government
Publications





Canadian International
Development Agency

Agence canadienne de
développement international

Cat. No.: E94-36/1976

© Minister of Supply and Services Canada 1976

ISBN 0-662-00369-1

Issued by the Information Division,
Communications Branch,
Canadian International Development Agency,
122 Bank St., Ottawa K1A 0G4
January 1977



Highlights of the
past five years

CAI EA81

-76C33

CIDA